

Défendre l'emploi, les prestations publiques et les conditions de travail, c'est l'affaire de toutes et tous

Le SIT appelle ses membres et le personnel des services publics et subventionnés à venir nombreux-euses à la

Manifestation des services publics et subventionnés ce jeudi 4 décembre 2014

Rassemblement : dès 16h30 à la rue de l'Hôtel-de-Ville (devant les canons) et départ manifestation pour la Salle du Faubourg

Suivie d'une

Assemblée du personnel de 18h30 à 20h à la Salle du Faubourg

en vue d'organiser les prochaines étapes de mobilisation (débrayage prévu le 18 décembre, préavis de grève)

Les attaques contre les conditions de travail se multiplient

Outre l'impossibilité d'avoir des négociations convenables avec le Conseil d'Etat sur divers objets (projet SCORE, gel des annuités, réductions budgétaires dans tous les départements et institutions subventionnées, etc), le Parlement va décider d'autres mesures et projets de lois mettant en cause durablement les conditions de travail : suppression du doublement du dernier salaire lors du départ à la retraite, suppression du caractère automatique des annuités, PL 11323 de l'UDC visant à augmenter le temps de travail à 42 heures en vue de diminuer la fonction publique de 2000 postes, PL 11548 du PLR et du PDC concernant la répartition de la cotisation CPEG en violation de l'accord entre le Cartel et le Conseil d'Etat sur la fusion des caisses de pension.

Il est nécessaire de ne pas baisser les bras ! Ensemble, nous devons résister à cette politique du « moins d'Etat » et d'épuisement du personnel.

Les mesures de réduction supplémentaires des budgets prévues : une attaque à l'Etat social

Les efforts demandés ces dernières années en matière de réduction de postes et de subventions ont atteint leurs limites. Les efforts supplémentaires imposés par le budget 2015 impliqueront des conditions de travail encore plus difficiles et la renonciation à certaines prestations publiques. Des licenciements sont d'ores et déjà annoncés dans certains services. Le rôle social de l'Etat est véritablement menacé.

Le personnel des TPG sera à nouveau en grève le 4 décembre faute de réponse crédible des TPG et du Conseil d'Etat. Nous le soutenons pleinement. Dès 3h30 du matin, les syndicats soutiendront le piquet de grève. L'ensemble des syndicats genevois (CGAS) a également réaffirmé la nécessité de défendre le service public. S'il faut passer par la grève pour défendre des bonnes conditions de travail, ce droit a été réaffirmé.

Préavis de débrayage le 18 décembre 2014 des informations suivront

Ensemble, toutes et tous ensemble pour défendre le service public

Alors que nous lui demandons de construire des ponts, le Conseil d'Etat nous répond en bâtissant des murs avec le ciment du PLR, du PDC, du MCG et de l'UDC !

Si nos autorités restent sourdes à la colère qui gronde, nous allons, sous leur toit, la leur montrer, jusqu'à ce qu'elles nous entendent !

Nous refusons cette politique et ce budget, anti sociaux et anti fonctionnaires qui

- s'attaquent aux prestations sociales directes aux plus démunis et à la classe moyenne ;
- détruisent l'emploi et les prestations publiques dans les domaines des transports, de la formation, du social, du handicap, de la santé ;
- dégradent les conditions de travail de tous les salarié-e-s de l'administration et du secteur subventionné ;
- bafouent la volonté populaire en refusant de financer les politiques publiques votées par le peuple ;
- dénigrent systématiquement le travail et les efforts du personnel, en le considérant uniquement comme variable d'ajustement budgétaire.

Le CARTEL Intersyndical demande au Conseil d'Etat :

- L'ouverture, sans délai, de négociations sur les moyens alloués aux services publics et parapublics pour remplir ses missions, et sur la politique salariale de l'Etat de Genève et des secteurs subventionnés ;
- Le retrait des mesures concernant les coupes linéaires de 1 à 2%, la suppression du doublement du dernier salaire, le gel des annuités ;
- L'abandon du projet SCORE en l'état, et le déblocage immédiat des réévaluations collectives ;
- L'engagement du Conseil d'Etat à s'opposer activement à tout projet de loi s'attaquant à la fonction publique.

« C'est probablement plus de 300 enseignant-e-s qui devraient être licencié-e-s au 1^{er} septembre prochain »

Anne Emery-Torracinta,
à propos des coupes envisagées en
commission des finances,
Léman Bleu, 27.11.14

Manifestation unitaire

Judi 4 décembre 2014

Rassemblement : dès 16h30

à la rue de l'Hôtel de Ville (canons)

suivie d'une

Assemblée du personnel

de la fonction publique et du secteur subventionné

Salle du Faubourg de 18h30 à 20h,

rue des Terreaux-du-Temple 8

afin de discuter et d'organiser ensemble un débrayage avant le vote du budget et de construire la suite de la mobilisation

**Préavis de Grève
des TPG le même
jour !**

**Luttons toutes et
tous ensemble
pour la défense
du service
public !**

Cette manifestation est organisée avec le Groupement des Associations de Police (GAP)
et le Syndicat des Services Publics (SSP)

CARTEL intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné

AGEEP - FAPCEGM/HEM - FAMCO - SIT - SPG - SPJ - UCESG - UFAC

Case postale 1765 - 1227 Carouge - CCP 12-10549-7 - 30 novembre 2014 (Éditeur resp.: Bureau du Cartel)